

appliquer dans la zone centrale.

Cette réponse mérite attention, si elle peut hâter la négociation de Vienne, faciliter le retrait des troupes soviétiques des pays qui en ont exprimé le souhait et contribuer à la recherche d'un nouvel équilibre de sécurité en Europe. C'est je crois sous ce triple aspect que nous devons l'examiner.

Le retrait asymétrique des forces stationnées américaines et soviétiques nous rapprochera de l'objectif de stabilité de limitation des risques d'attaque par surprise que nous poursuivons pour le centre de l'Europe. Libre à chaque état ensuite, dans le respect de cette contrainte, de faire valoir ses préoccupations de défense. Dois-je rappeler qu'il existe des solidarités particulières, dont témoigne notamment la brigade mixte franco-allemande, qui ne sauraient être affectées par les négociations de Vienne? Quant aux forces américaines, leur présence sur le territoire de certains de nos alliés répond au souhait des gouvernements concernés, et à des raisons politiques et stratégiques qui sont au coeur de la relation de sécurité transatlantique. Cela doit être aussi préservé.

Mesdames et messieurs, les questions de désarmement que je viens d'évoquer ne sont qu'un des aspects de la construction de l'Europe de demain.

A l'origine de l'extraordinaire mouvement en Europe centrale et orientale, il y eut la volonté des peuples de renverser un ordre politique anachronique. Nombre de ministres ici présents le savent bien, qui hier encore étaient les opposants persécutés de dictatures hors d'âge. Je me permets de les saluer ici très chaleureusement.

Il y eut aussi, je crois, le rayonnement et l'attrait pour les valeurs démocratiques partagées depuis longtemps par la majorité des pays de la CSCE.

Il eut enfin le courage et la volonté d'hommes d'état qui ont pris conscience avant d'autres de certaines évolutions inévitables. Je pense notamment à monsieur Gorbatchev.

Tout était donc en place pour cette fantastique accélération de l'Histoire dont l'ampleur a cependant surpris. Qui aurait dit l'été dernier que dans les deux derniers mois de 1989 nous verrions tomber le mur le plus honteux de l'Histoire et la dictature la plus abominable de l'Europe de l'après-guerre?

Le mouvement va continuer. Qui peut dire si nous serons toujours 35 dans la CSCE? La question vaut d'être posée, et je crois que l'Histoire fournira vite la

